

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ALBIGEOIS

SÉANCE DU 21 JANVIER 2014 À 18 HEURES 30

N° 1 – 13 / 2014 : COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES –
 RAPPORT 2013

L'An Deux Mille Quatorze, le 21 janvier 2014

Le conseil de la communauté d'agglomération de l'Albigeois s'est réuni en mairie d'Albi le mardi 21 janvier 2014 à 18 heures 30 en séance publique, sur convocation de monsieur Philippe BONNECARRÈRE, président de la communauté d'agglomération de l'Albigeois.

Présidait la séance : monsieur Philippe BONNECARRÈRE

Secrétaire : monsieur Robert GAUTHIER

Membres présents :

Membres titulaires : Mesdames, Messieurs, Philippe BONNECARRÈRE, Stéphanie GUIRAUD-CHAUMEIL, Christine DEVOISINS, Jean-Michel BOUAT, Alain ALABERT, Monique HUBERT, Michèle BARRAU-SARTRES, Louis BARRET, Stephen JACKSON, Michel FOURNIALS, Pierre DOAT, Paul JUAREZ, Sarah LAURENS, Thierry GINESTET, Robert GAUTHIER, Jean-Claude De LAPANOUSE, Dominique SANCHEZ, William NION, Claude JULIEN, Claude COSTES, Anne-Marie ROSÉ, Thierry DUFOUR, , Michel TRÉBOSC, Jacques LASSERRE, Maryse BERTRAND, Robert BOUDES, Jean-Philippe ROQUES.

Membres suppléants votants : Mesdames, Messieurs, Michel FRANQUES, Noël RAMON, Thierry MALLÉ, Jean-Charles BORGOMANO, David KOWALCZYK, Blandine THUEL.

Membres suppléants présents non votants : Madame, Messieurs Jean-Marie COUDERC, Gérard FABRE, Marie-Claude DURAND, Alain GRIMAL, Alain LONG, Max CHAIZE, Jean MAURIÈS.

Membres excusés :

Membres titulaires : Mesdames, Messieurs, Patrick GARNIER, Geneviève PARMENTIER, Marie-Pierre GRANIER, Naïma MARENGO, Christian CHAMAYOU, Thierry ASTOULS, Gérard POUJADE, Bruno LADOUCETTE, Philippe HEIM, Viviane COMBES, Michel DELPOUX, Serge NEAU.

Membres suppléants : Mesdames, Messieurs, Gisèle DEDIEU, Françoise LARROQUE, Christelle GUILLAUMOT, Daniel GAUDEFROY, Laurence PUJOL, Pierre-Yves LAMBOLEZ, Jean ESQUÈRE, Frédéric ESQUEVIN, Marie-Louise AT, Bernard GILABERT, Marie-France DE TRUCHIS, Claude DEUTSCHMEYER, Michel ALBARÈDE, Françoise LESCURE, Pascal LAMESLE, Jean-Michel DOUREL, Michel ANDRAL, Robert PAGGI, Francine ALARY, Jean-Charles BALARDY, Anne ROUMÉGAS-PORCHE, Benoît DÉLÉRIS, Monique MILHAU, Marc DE GUALY, Dominique BALOUP, Emmanuelle VIEILLEDENT.

Présents (titulaires, suppléants votants et suppléants non votants) : 40

Votants (titulaires, suppléants votants) : 33

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MARDI 21 JANVIER 2014**N° 1 - 13 / 2014 : COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES - RAPPORT 2013**

Pilote : Finances et budget

Autre service concerné : Direction générale des services

Monsieur Jean-Philippe ROQUES, rapporteur,

En 2010, lors du transfert de la compétence voirie « large », portant sur la voirie, les parcs de stationnement, la propreté urbaine, l'éclairage public, le nettoyage et balayage, l'assainissement des eaux pluviales, ainsi que sur le transfert des médiathèques et de l'assainissement des eaux usées, le rapport de la CLECT prévoyait une procédure de révision de ces charges au regard des dépenses et recettes effectivement constatées dans les comptes de la communauté d'agglomération durant les exercices suivants.

Cette révision s'est déroulée au cours de l'exercice 2013 et a porté sur l'examen des charges transférées en 2010 au sein des comptes administratifs 2010, 2011 et 2012 de la communauté d'agglomération.

Des modifications ont été apportées et sont présentées dans le rapport 2013 de la commission locale d'évaluation des charges transférées.

Je vous demande de prendre acte de ce rapport.

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois,

VU le code général des impôts et notamment son article 1609 nonies C,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le rapport 2013 de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées du 13 janvier 2014

VU l'avis du Bureau communautaire du 26 novembre 2013,

VU l'avis de la Commission des Finances, Affaires Générales, Ressources Humaines en date du 13 janvier 2014,

ENTENDU LE PRÉSENT EXPOSÉ,

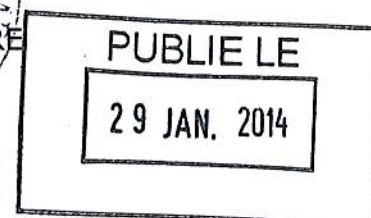
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ,

PREND ACTE du rapport 2013 de la commission locale d'évaluation des charges transférées

Pour extrait conforme,
Fait le 21 janvier 2014,

Le Président

Philippe BONNÉCARRÈRE



Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT)

Rapport 2013



*Révision de l'évaluation des charges
transférées en 2010*



Sommaire

<u>1.</u>	<u>LES CORRECTIONS A OPERER</u>	<u>3</u>
<u>1.1</u>	<u>LES CHARGES D'ELECTRICITE RELATIVES A L'ECLAIRAGE PUBLIC</u>	<u>3</u>
<u>1.2</u>	<u>LA CORRECTION DU PLAN D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PRIS EN COMPTE POUR LE CALCUL DE L'ANNUITE RECUPERABLE DE LA COMMUNE DE MARSSAC-SUR-TARN</u>	<u>4</u>
<u>1.3</u>	<u>LA CORRECTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMPETENCE VOIRIE DE LA VILLE D'ALBI</u>	<u>6</u>
<u>1.4</u>	<u>LES CHARGES DE PERSONNEL DE LA VILLE D'ALBI</u>	<u>7</u>
<u>1.5</u>	<u>LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE D'ALBI</u>	<u>8</u>
<u>1.6</u>	<u>LES CHARGES DE PROPRETE URBAINE DE LA VILLE D'ALBI</u>	<u>9</u>
<u>1.7</u>	<u>L'EVALUATION DES RECETTES MEDIATHEQUES TRANSFEREES</u>	<u>11</u>
<u>1.8</u>	<u>L'EVALUATION DES CHARGES D'ADMINISTRATION GENERALE D'ASSAINISSEMENT</u>	<u>13</u>
<u>1.9</u>	<u>PROPOSITION DE CORRECTIONS DES EVALUATIONS : SYNTHESE</u>	<u>16</u>
<u>2.</u>	<u>LA REVISION DE L'EVALUATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE LA COMMUNE DE MARSSAC-SUR-TARN</u>	<u>17</u>
<u>3.</u>	<u>LES AC DEFINITIVES ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA REGULARISATION DES CORRECTIONS A OPERER AU TITRE DES EXERCICES 2010, 2011, 2012 ET 2013</u>	<u>19</u>

Dans son rapport d'évaluation des charges transférées dans le cadre des transferts de compétence intervenus en 2010, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) prévoyait une révision de l'évaluation au vu des dépenses et recettes réalisées par la communauté d'agglomération. Le présent rapport vise à proposer cette révision de l'évaluation de 2010.

1. LES CORRECTIONS A OPERER

1.1 LES CHARGES D'ELECTRICITE RELATIVES A L'ECLAIRAGE PUBLIC

Les charges d'électricité relatives à l'éclairage public (charges 60612 fonction 814) réalisées par la C2A ont été beaucoup plus importantes que les charges évaluées du fait de l'augmentation des tarifs résultant de l'application des nouvelles taxes (fin de l'exonération TLE de l'éclairage public) et du fait des hausses du prix du kWh.

Néanmoins, on constate qu'aucune charge n'a été retenue pour les communes de Castelnau-de-Lévis, Marssac-sur-Tarn et Terressac.

	Réalisé communes					Evaluation	Réalisé communauté		
	2005	2006	2007	2008	2009		2010	2011	2012
Electricité 60612	561 128	587 327	577 785	549 679	611 790	595 972	306 516	933 017	915 992
ALBI	395 587	421 557	413 373	378 029	405 306	417 135	181 682	652 377	573 935
ARTHES	13 045	13 045	13 796	14 573	21 109	15 109	6 800	20 885	20 480
CAMBON	10 368	9 690	9 558	9 805	5 263	9 183	5 416	11 344	13 104
CARLUS	1 113	989	1 191	1 307	1 562	1 256	448	2 686	1 991
CASTELNAU-DE-LEVIS	0	0	0	0	0	0	2 829	7 860	14 838
CUNAC	6 574	6 685	6 786	6 976	6 983	6 983	4 786	7 962	14 689
DENAT	2 190	2 227	2 260	2 324	2 326	2 326	2 508	5 138	5 226
FREJAIROLLES	2 767	2 814	2 856	2 936	2 939	2 939	3 397	5 354	4 867
LABASTIDE-DENAT	1 436	1 399	1 363	1 363	1 363	1 668	446	1 268	1 213
LESCURE-D'ALBIGEOIS	19 850	17 758	17 944	17 617	22 418	19 694	8 951	21 031	30 696
MARSSAC-SUR-TARN	0	0	0	0	0	0	13 452	41 844	42 885
PUYGOUZON	19 503	23 099	22 094	27 461	24 550	23 581	19 792	24 966	33 130
ROUFFIAC	1 265	1 167	1 044	1 037	930	1 138	929	1 498	2 368
SAINT-JUERY	66 508	67 687	65 316	65 930	89 423	72 795	27 684	83 096	96 802
SALIES	4 186	4 258	4 321	4 442	4 447	4 447	1 777	4 647	7 547
SEQUESTRE	15 900	14 950	15 151	15 159	22 234	16 904	15 556	18 834	23 859
TERSSAC	835	0	732	721	939	815	9 908	22 229	21 555
Non-ventilé							155	0	6 805

Les communes concernées (Castelnau de Lévis, Marssac sur Tarn et Terressac, en lien avec les services de la communauté d'agglomération ont approché le coût de l'électricité relatif à l'éclairage public avant transfert (soit avant les hausses tarifaires). Cette évaluation conduit à un niveau de charges de 45 k€.

Les dépenses moyennes réalisées par les communes de Castelnau-de-Lévis et de Marssac-sur-Tarn ont représenté 5 735,32 € et 29 892,20 €, actualisées en valeur 2012 (moyenne 2005-2009 pour Castelnau-de-Lévis). S'agissant de la commune de Terressac, la charge transférée a été estimée à 9 980 €.

Rappel coef d'actualisation annuel

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Inflation	1,70%	1,70%	1,70%	1,50%	2,80%	0,10%
Coef d'actualisation	1,080	1,062	1,044	1,029	1,001	1,000

Cette évaluation conduit à une révision de 44,7 k€.

	Charges évaluées révision		Rappel charges évaluées 2010	Correction AC
CASTELNAU-DE-LEVIS	5 735		0	-5 735
MARSSAC-SUR-TARN	29 892		0	-29 892
TERSSAC	9 980		815	-9 165
Ensemble	45 608		815	-44 793

Il est proposé de minorer les attributions de compensation des communes concernées des montants ci-dessus.

1.2 LA CORRECTION DU PLAN D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PRIS EN COMPTE POUR LE CALCUL DE L'ANNUITE RECUPERABLE DE LA COMMUNE DE MARSSAC-SUR-TARN

Le plan d'amortissement de la dette de la commune de Marssac-sur-Tarn pris en compte pour le calcul de la retenue sur AC en 2010 s'est avéré erroné, deux emprunts ayant été transmis et pris en compte en francs. Or, le montant de la retenue sur AC et le calcul de la dette récupérable dépendait de ce plan d'amortissement de la dette.

Plan d'extinction de dette erroné pris en compte dans l'évaluation 2010

Année	Intérêts	Capital	Annuités
2010	58 102	153 229	211 330
2011	50 081	161 250	211 331
2012	41 932	57 414	99 347
2013	39 090	60 256	99 347
2014	36 103	63 243	99 346
2015	32 965	66 382	99 347
2016	29 666	69 681	99 347
2017	26 198	73 148	99 347
2018	22 553	76 793	99 346
2019	18 722	61 170	79 893
2020	15 803	64 089	79 893
2021	12 740	67 151	79 892
2022	9 859	45 635	55 494
2023	8 183	39 177	47 360
2024	6 550	40 811	47 361
2025	4 847	42 514	47 361
2026	3 071	19 944	23 015
2027	2 096	20 919	23 015
2028	1 073	21 942	23 015
2029	0	0	0
2030	0	0	0
2031	0	0	0
2032	0	0	0
2033	0	0	0
2034	0	0	0
2035	0	0	0
2036	0	0	0
2037	0	0	0
2038	0	0	0
2039	0	0	0
2040	0	0	0

Plan d'extinction de dette corrigé

Année	Intérêts	Capital	Annuités
2010	50 184	81 074	131 258
2011	45 873	82 463	128 336
2012	41 932	57 414	99 346
2013	39 090	60 256	99 346
2014	36 104	63 243	99 346
2015	32 965	66 381	99 346
2016	29 666	69 680	99 346
2017	26 198	73 148	99 346
2018	22 553	76 793	99 346
2019	18 722	61 170	79 892
2020	15 803	64 090	79 892
2021	12 740	67 152	79 892
2022	9 859	45 635	55 494
2023	8 183	39 178	47 361
2024	6 550	40 811	47 361
2025	4 847	42 514	47 361
2026	3 071	19 944	23 015
2027	2 096	20 919	23 015
2028	1 073	21 942	23 015
2029	0	0	0
2030	0	0	0
2031	0	0	0
2032	0	0	0
2033	0	0	0
2034	0	0	0
2035	0	0	0
2036	0	0	0
2037	0	0	0
2038	0	0	0
2039	0	0	0
2040	0	0	0

La correction de cette erreur implique une majoration de l'attribution de compensation de 492 €, du fait de la prise en compte d'un taux d'intérêt instantané de 2010 plus faible, et une modification de l'annuité de dette récupérable remboursée par la communauté d'agglomération à la commune de Marssac-sur-Tarn (diminution en 2010 et 2011 et majoration ensuite).

Attribution de compensation et annuité récupérable initiale*(évaluation 2010 avant prise en compte de la réévaluation des dépenses d'investissement au coût moyen)*

en Euros	Attribution de compensation	+ Annuité de dette récupérable	= AC majorée de l'annuité récupérable
2010	218 704	99 263	317 967
2011	218 704	99 263	317 967
2012	142 546	46 664	189 210
2013	142 546	46 664	189 210
2014	142 546	46 663	189 210
2015	142 546	46 664	189 210
2016	142 546	46 664	189 210
2017	142 546	46 664	189 210
2018	142 546	46 663	189 210
2019	142 546	37 526	180 072
2020	142 546	37 526	180 072
2021	142 546	37 526	180 072
2022	142 546	26 066	168 612
2023	142 546	22 245	164 791
2024	142 546	22 246	164 792
2025	142 546	22 246	164 792
2026	142 546	10 810	153 356
2027	142 546	10 810	153 356
2028	142 546	10 810	153 356
2029	142 546	0	142 546
2030	142 546	0	142 546
2031	142 546	0	142 546
2032	142 546	0	142 546
2033	142 546	0	142 546
2034	142 546	0	142 546
2035	142 546	0	142 546
2036	142 546	0	142 546
2037	142 546	0	142 546
2038	142 546	0	142 546
2039	142 546	0	142 546
2040	142 546	0	142 546

Attribution de compensation et annuité récupérable corrigée*(avant prise en compte de la réévaluation des dépenses d'investissement au coût moyen)*

en Euros	Attribution de compensation	+ Annuité de dette récupérable	= AC majorée de l'annuité récupérable
2010	219 196	98 771	317 967
2011	219 196	96 572	315 768
2012	143 039	74 757	217 796
2013	143 039	74 757	217 796
2014	143 039	74 757	217 796
2015	143 039	74 757	217 796
2016	143 039	74 757	217 796
2017	143 039	74 757	217 796
2018	143 039	74 757	217 796
2019	143 039	60 118	203 157
2020	143 039	60 118	203 157
2021	143 039	60 118	203 157
2022	143 039	41 759	184 797
2023	143 039	35 639	178 677
2024	143 039	35 639	178 677
2025	143 039	35 639	178 677
2026	143 039	17 319	160 357
2027	143 039	17 319	160 357
2028	143 039	17 319	160 357
2029	143 039	0	143 039
2030	143 039	0	143 039
2031	143 039	0	143 039
2032	143 039	0	143 039
2033	143 039	0	143 039
2034	143 039	0	143 039
2035	143 039	0	143 039
2036	143 039	0	143 039
2037	143 039	0	143 039
2038	143 039	0	143 039
2039	143 039	0	143 039
2040	143 039	0	143 039

Il est proposé de majorer l'attribution de compensation de la commune de Marssac-sur-Tarn de 492 €, avec parallèlement une majoration de l'annuité de dette récupérable versée par la communauté.

1.3 LA CORRECTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMPETENCE VOIRIE DE LA VILLE D'ALBI

L'évaluation des recettes de fonctionnement de la ville d'Albi a été faite (comme pour les autres communes) à partir de la moyenne actualisée des recettes constatées dans les comptes administratifs 2004-2009 de la ville et identifiées comme transférées. Néanmoins, s'agissant de la participation du SDET, la ville n'ayant perçue la participation qu'à compter de 2009, le montant de 2009 a été retenu en lieu et place de la moyenne pondérée non représentative de la recette transférée.

Parallèlement, la ville a perçu une recette relative à la DSP du Parking couvert (pour 420 k€ en 2007), ayant conduit à un montant annuel moyen actualisé de 74 k€. Or, cette recette avait un caractère exceptionnel et la communauté n'a bénéficié d'aucune recette correspondante à compter de 2010. Cependant l'évaluation a quant à elle bien tenu compte de cette recette au travers de la moyenne actualisée.

La mise en cohérence de ces deux éléments doit conduire à une révision de l'évaluation. Il convient de prendre en compte la participation SDET à son niveau de 2009, mais en revanche de ne pas prendre en compte le produit de la redevance fermier. Ceci conduit à retenir des recettes de fonctionnement pour 1 199 492 €, contre 1 273 378 € initialement, ce qui représente une correction de -74 053 €.

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moy. Actu.	Retenue initiale	Proposition de correction
013-Atténuations de charges	28 638	11	1 278	1 621	10 101	12 974	9 506	9 506	9 506
6419-Remb. sur rémunérations du perso.	28 638	11	1 278	1 621	10 101	12 974	9 506	9 506	9 506
70-Produits des services	917 190	839 365	788 683	786 706	815 220	797 482	854 870	854 870	854 870
70321-Droits de stationnement	877 711	813 245	769 604	765 702	787 720	773 561	827 639	827 639	827 639
704-Facturation de travaux	21 796	9 970	4 652	6 540	2 650	6 159	9 089	9 089	9 089
7083-Locat° div. (autres qu'immeubles)	2 637	0	377	452	956	190	809	809	809
70872-Remb frais par budgets annexes	14 965	15 871	13 568	13 955	15 376	15 698	15 441	15 441	15 441
70878-Remb. frais par autres redevables	81	279	483	57	8 518	1 874	1 891	1 891	1 891
73-Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74-Dotations et participations	0	0	2 176	0	0	65 000	11 212	65 379	65 379
7474-Participation Communes	0	0	2 176	0	0	0	379	379	379
747501-Participation SDET	0	0	0	0	0	65 000	10 833	65 000	65 000
75-Produits de gestion	1 034	9 054	11 804	430 814	36 577	7 424	85 070	85 070	11 017
757-Red. fermiers et concession	1 034	0	1 314	420 279	6 357	2 986	74 053	74 053	0
758-Produits divers de gestion courante	0	9 054	10 490	10 535	30 221	4 439	11 017	11 017	11 017
77-Pdts exceptionnels	768	0	8 874	14 081	12 089	18 386	9 179	9 179	9 179
7711-Dedits et pénalités perçus	0	0	4 050	3 229	1 500	0	1 509	1 509	1 509
7718-Autres produits except/opér de	0	0	140	0	0	0	24	24	24
773-Mandats annulés (ex. antérieurs)	0	0	0	0	0	1	0	0	0
7788-Autres produits except. divers	0	0	4 684	10 852	10 589	18 385	7 507	7 507	7 507
778-Autres produits exceptionnels	768	0	0	0	0	0	138	138	138
79-Indemnités sinistres	0	8 564	0	0	0	0	1 516	1 516	1 516
TOTAL (hors travaux en régie)	947 631	856 994	812 816	1 233 222	873 987	901 266	971 354	1 025 520	951 468
72-Travaux en régie	517 742	308 921	137 462	95 080	100 623	258 562	248 024	248 024	248 024
TOTAL	1 465 372	1 165 915	950 278	1 328 302	974 610	1 159 828	1 219 378	1 273 545	1 199 492

Il est proposé de minorer l'attribution de compensation de la ville d'Albi de 74 053 €.

1.4 LES CHARGES DE PERSONNEL DE LA VILLE D'ALBI

L'évaluation des charges de personnel de la ville d'Albi doit être complétée de la charge d'un agent du parc auto transféré et n'ayant pas fait l'objet d'une retenue sur AC. Il s'agit d'un agent dont le coût annuel 2010 a été de **33 687,24 €** transféré à 50 % en 2010 soit une charge transférée de **16 843,62€** et pour lequel aucune charge n'a été retenue.

En outre il convient de compléter l'évaluation d'une retenue sur AC de **4 353 €** au titre de la prise en compte du régime indemnitaire d'un agent transféré non pris en compte en 2010.

Il est proposé de minorer l'attribution de compensation de la ville d'Albi de 21 196,62 €.

En outre, les charges de personnel relatives au restaurant inter-administratif, à la participation au comité des œuvres sociales (COS), aux expertises médicales n'ont pas été prises en compte.

	2010	2011	2012
Restaurant inter-administratif	2 500,00	5 500,00	6 000,00
Subvention COS	0,00	16 000,00	32 600,00
Expertises médicales	340,00	2 110,00	1 985,00
TOTAL	2 840,00	23 610,00	40 585,00

	2009	2010	2011	2012
Inflation	0,10%	1,50%	2,10%	1,90%
Coef d'actualisation valeur 2009	1,0000	0,9852	0,9650	0,9470

	Moyenne	2011	2012
Montants annuels en valeur 2009	30 607,62	22 782,65	38 432,58

Il est proposé de minorer l'attribution de compensation de la ville d'Albi du montant des dépenses 2012 (1^{ère} année pleine) en valeur 2009, soit 38 432,58 €.

1.5 LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE D'ALBI

Le transfert de la voirie s'est traduit par le transfert de recettes de redevance d'occupation du domaine public. Les montants titrés aux comptes administratifs de la communauté ne correspondent pas à la recette annuelle (du fait de régularisations opérées sur les exercices). La recette annuelle de la RODP sur la ville d'Albi a représenté 64 619 € en 2011 et 66 045,60 € en 2012. Or cette recette n'a pas été prise en compte dans l'évaluation de 2010.

	2010	2011	2012
Montants titrés C2A sur Albi	0,00	14 079,00	93 173,91
Montants annuels estimés	6 817,00	64 619,00	66 045,60

	2009	2010	2011	2012
Inflation	0,10%	1,50%	2,10%	1,90%
Coef d'actualisation valeur 2009	1,0000	0,9852	0,9650	0,9470

	Moyenne	2011	2012
Montants annuels en valeur 2009	62 448,74	62 354,59	62 542,89

Il est proposé de majorer l'attribution de compensation de la ville d'Albi du montant des recettes moyennes 2011 et 2012 en valeur 2009, soit 62 448,74 €.

1.6 LES CHARGES DE PROPRETE URBAINE DE LA VILLE D'ALBI

L'évaluation des charges transférées de la ville d'Albi a été faite sur la base de la ventilation fonctionnelle. Si des modifications dans la ventilation fonctionnelle ont été opérées, notamment entre 2004 et 2005 où l'on constate que des charges de propreté urbaine imputées sur d'autres fonctions, le montant des dépenses annuelles a toutefois représenté un montant relativement constant compris entre 1,8 M€ et 2,1 M€, ce qui a conduit à une évaluation à hauteur de 2 033 348 €.

Charges à caractère général (011)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moy. Actu.	Retenu
813-Propreté urbaine	8 996	441 345	337 640	382 552	396 743	456 161	346 356	346 356
814-Eclairage public	420 310	401 620	510 178	471 783	475 389	476 544	475 235	475 235
821-Equipements de voirie	452 562	270 247	92 777	49 464	51 336	83 432	176 429	176 429
822-Voirie communale et routes	923 038	725 286	678 998	660 969	710 791	825 231	782 271	782 271
Service Parc auto	151 526	209 681	248 431	229 136	260 405	231 999	229 058	229 058
Entretien des arbres d'alignement	22 217	22 594	22 978	23 323	23 976	24 000	24 000	24 000
TOTAL 011	1 978 647	2 070 773	1 891 002	1 817 226	1 918 640	2 097 367	2 033 348	2 033 348

Néanmoins, deux corrections doivent être apportées à cette évaluation.

1. d'une part, il apparaît que les charges des comptes 611 (prestations de services) et 6228 (divers services extérieurs) relatives à la propreté urbaine n'ont été imputées en 2004 sur aucune des fonctions concernées par le transfert, et donc n'ont pas été prise en compte dans le calcul de la charge moyenne évaluée. En conséquence, pour tenir compte de cet élément, il est proposé de corriger le calcul de la charge moyenne évaluée en prenant en compte une moyenne calculée sur les exercices 2005-2009 au lieu des exercices 2004-2009.

Charges 611 et 6228 fonction 813

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moy. Actu. 2004-2009	Moy. Actu. 2005-2009
Rappel 611 fonct. 813	0	48 924	44 328	339 467	342 684	416 654	201 211	241 454
Rappel 6228 fonct. 813	0	281 724	251 834	0	0	0	93 714	112 457
Total	0	330 648	296 163	339 467	342 684	416 654	294 926	353 911
dont traitement déchets services	0	198 641	213 212	269 588	292 812	304 373	218 097	261 717
dont autres	0	132 007	82 951	69 879	49 872	112 280	76 828	92 194

2. de plus, l'évaluation a été réalisée en prenant en compte l'ensemble des coûts de traitements des déchets de propreté urbaine de la fonction 813 constatés dans les comptes administratifs de la ville d'Albi. Si ces dépenses comprennent des charges relatives au traitement des déchets des services transférés (propreté urbaine, points sélectifs, festivités, voirie), elles comprennent aussi des charges relatives au traitement des déchets de services non-transférés (service parcs et jardins, service des sports, etc...).

Coûts de traitement des déchets des services ville d'Albi facturés à la fonction propreté urbaine (source SITOMA)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moy. Actu. 2004-2009	Moy. Actu. 2005-2009
Propreté urbaine	n.d.	147 445	149 436	182 727	167 150	117 336	130 897	157 077
Points sélectifs	n.d.	795	770	131	13	2 567	727	873
Festivités	n.d.	401	596	238	656	2 552	750	900
Voirie	n.d.	11 311	18 286	31 622	69 383	62 748	32 642	39 171
Sous-total services transférés	n.d.	159 952	169 088	214 718	237 203	185 202	165 017	198 021
Autres services non transférés	n.d.	38 690	44 125	54 871	55 608	119 171	53 080	63 696
Total	n.d.	198 641	213 212	269 588	292 812	304 373	218 097	261 717

La révision de l'évaluation se traduirait alors par :

1. la prise en compte d'une moyenne actualisée sur la période 2005-2009 (5 ans),
 2. la prise en compte des seules charges de traitement des déchets des services transférés.
- Ces deux corrections reviennent à diminuer le montant des charges transférées de 4 711,27 €, soit à majorer l'AC de la ville d'Albi d'autant.**

	Charges évaluées 2010	Proposition nouvelle évaluation	Correction AC (majoration)
Total	294 925,55	290 214,28	4 711,27
dont traitement déchets services	218 097,45	198 020,56	20 076,89
dont autres	76 828,10	92 193,72	-15 365,62

Il est proposé de majorer l'attribution de compensation de la ville d'Albi de 4 711,27€.

1.7 L'EVALUATION DES RECETTES MEDIATHEQUES TRANSFEREES

Les recettes de fonctionnement relatives aux Médiathèques perçues par la communauté s'avèrent significativement inférieures aux recettes évaluées.

L'explication tient à l'importance des dotations et participations évaluées (45 k€) par rapport aux dotations et participations réalisées par la communauté (7 k€ en 2012).

	Réalisé communes						Evaluation	Réalisé communauté			Crois. éval. 2010 - réalisé 2012		
	2004	2005	2006	2007	2008	2009		2010	2011	2012	Tx crois.	k€	Struct.
Recettes Médiathèques	170 293	172 307	143 558	168 962	115 828	96 917	152 317	78 179	113 978	125 735	-17,5%	-26 582	100%
ALBI	163 690	145 329	119 831	146 725	93 315	79 028	129 658	68 348	75 898	104 431	-19,5%	-25 228	95%
LESCURE-D'ALBIGEOIS	6 603	13 543	11 249	12 481	7 361	10 036	10 586	2 963	20 087	5 103	-51,8%	-5 483	21%
SAINT-JUERY	0	13 435	12 478	9 756	15 152	7 853	12 073	6 658	9 779	9 346	-22,6%	-2 726	10%
Non-ventilé								210	8 214	6 855	s.o.	6 855	-26%

	Réalisé communes						Evaluation	Réalisé communauté			Crois. éval. 2010 - réalisé 2012		
	2004	2005	2006	2007	2008	2009		2010	2011	2012	Tx crois.	k€	Struct.
Recettes Médiathèques	170 293	172 307	143 558	168 962	115 828	96 917	152 317	78 179	113 978	125 735	-17,5%	-26 582	100%
Chapitre (013) rembt. Perso	0	0	0	14 215	9 995	10 604	6 028	210	8 359	22 581	274,6%	16 553	-62%
Compte 70	112 719	107 007	91 109	86 088	88 640	84 835	99 957	77 094	84 873	89 460	-10,5%	-10 497	39%
Compte 74	56 595	64 088	50 867	64 775	14 320	1 283	44 699	0	600	6 855	-84,7%	-37 844	142%
Compte 77 et 79	979	1 213	1 582	3 884	2 874	196	1 632	875	20 146	6 839	318,9%	5 206	-20%

Ceci s'explique par le fait que l'évaluation a été réalisée en tenant compte du produit de la DGD perçue par les communes entre 2004 et 2008 et supprimée à compter de 2009.

Dans ces conditions, cette recette n'ayant pas été transférée, il est proposé de corriger les attributions de compensation des communes en diminuant celles-ci du montant de la DGD évaluée initialement.

Albi

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moy. Actu.
6419-Remb. sur rémunérations du personnel				4 421		3 857	1 401
70621-Redevances et droits espace multiméd	17 472						3 146
7062-Redev et drts des sces a caract culturel	87 767	89 227	76 870	73 540	77 413	70 707	82 292
70878-Remb. de frais par autres redevables	5 961	10 365	6 281	4 475	3 296	4 395	6 051
7463-DGD bibliothèque	51 511	44 651	35 940	60 439	11 603		35 737
7718-Autres produits except./opér de	979	1 086	741	1 108	1 002	20	858
775-Produits des cessions d'immobilisation				1 780			
7788-Autres produits exceptionnels divers				962		50	173
Total recettes de fonctionnement	163 690	145 329	119 831	146 725	93 315	79 028	129 658

Lescure

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moy. Actu.
6419 - Remboursements sur rémunérations du	0	0	0	9 794	5 326	6 747	3 693
7062 - Redevances et droits des services à ca	1 519	1 382	961	1 309	1 346	2 006	1 469
746 - Dotation générale de décentralisation	2 430	2 687	2 660	1 378	689	0	1 728
74711 - Emplois jeunes	2 654	4 689	0	0	0	1 283	1 522
74718 - Autres	0	1 904	7 515	0	0	0	1 645
7488 - Autres attributions et participations	0	2 755	0	0	0	0	488
7788 - Produits exceptionnels divers	0	0	112	0	0	0	20
7911 - Indemnités de sinistres (destruction pa	0	126	0	0	0	0	22
Total recettes de fonctionnement	6 603	13 543	11 249	12 481	7 361	10 036	10 586

Saint-Juéry

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moy. Actu.
6419 - Remboursements sur rémunérations du person	0	0	0	0	384	0	77
6459 - Remboursements sur charges sécurité sociales	0	0	0	0	4 285	0	858
7062 - Redevances et droits des services à caractère c	5 982	6 997	6 764	6 585	7 727		6 988
7088 - Autres produits d'activités annexes		51	0	0	0	0	11
746 - Dotation générale de décentralisation		7 040	4 752	2 959	1 479	0	3 393
7478 - Autres organismes		362	0	0	548	0	187
7713 - Libéralités reçues		0	0	0	0	93	19
7788 - Produits exceptionnels divers		0	729	34	1 871	33	540
Total recettes de fonctionnement		13 435	12 478	9 756	15 152	7 853	12 073

Il est proposé de minorer les attributions de compensation des communes d'Albi, Lescure d'Albigeois, et Saint-Juéry des montants suivants :

	Correction AC
ALBI	-35 737
LESCURE-D"ALBIGEOIS	-1 728
SAINT-JUERY	-3 393
Ensemble	-40 858

1.8 L'EVALUATION DES CHARGES D'ADMINISTRATION GENERALE D'ASSAINISSEMENT

Les dépenses de la compétence assainissement sont regroupées au sein d'un budget annexe équilibré. Le transfert de compétence en 2010 n'a donc pas donné lieu à une évaluation des charges d'assainissement transférées, ces charges étant financées par la redevance assainissement.

Néanmoins, pour trois communes, Albi, Lescure d'Albigeois et Saint-Juéry, le budget général comprenait des charges d'assainissement correspondant à des charges d'administration générale, qui étaient financées par un remboursement du budget annexe au budget général.

- Albi pour 193 296 €,
- Lescure pour 43 798 €,
- Saint-Juéry pour 19 700 €.

Pour les communes de Lescure d'Albigeois et de Saint-Juéry, le remboursement des charges d'administration générale a été réalisé « au réel », c'est-à-dire à partir de mandats identifiés se rapportant à la compétence transférée. Dans ces conditions, le transfert de la compétence devait entraîner le transfert de ces charges. En conséquence, le transfert des charges du budget général des communes au budget général de la C2A a été accompagné d'un transfert de la participation du budget annexe au budget général. La CLECT a proposé en 2010 de considérer que le transfert était équilibré (pas de modification de l'attribution de compensation des communes). **Or, dans les faits, s'il y a bien eu transfert de charges, aucun transfert d'agent n'a été réalisé.**

S'agissant de la commune d'Albi, compte-tenu de l'importance de la masse financière du budget général de la ville d'Albi et de l'impossibilité d'une indetification mandat par mandat des charges d'administration générale résultant de la compétence assainissement, la ville procédait à une répartition de 5 % des charges de la fonction administration générale (020) entre tous ses budgets annexes (eau, assainissement, opérations funéraires, parc des expo, etc...). En conséquence, le montant des charges d'administration générale relatives à la compétence assainissement et transférées à la communauté pourrait être différent du montant de la participation du budget assainissement au budget général de la ville d'Albi.

Dans ces conditions, la CLECT avait proposé de prendre en compte la recette du budget général de la ville d'Albi de 193 296 € en attendant d'avoir une estimation des charges d'administration générale transférées dans le cadre de la compétence assainissement, au vu des dépenses du compte administratif de la communauté.

Rappel de l'évaluation 2010

	Dépenses	Recettes	Solde Pris en compte dans l'AC
ALBI	?	193 296	193 296
LESCURE-D"ALBIGEOIS	43 798	43 798	0
SAINT-JUERY	19 700	19 700	0
Ensemble	63 498	256 794	193 296

La communauté d'agglomération a commencé à facturer des charges d'administration générale correspondant au nouveau périmètre de compétence à compter de 2012.

	2009	2010	2011	2012
Participat° du BA assaint. au BG C2A	37 513,45	47 079,25	24 000,00	199 184,82

Si l'on néglige les effets d'évolution des charges entre 2009 et 2012, on peut estimer le montant des charges transférées par la différence entre les charges 2012 (nouveau périmètre de compétence) et les charges 2009 (ancien périmètre). Dans ce cas, les charges transférées par les communes seraient estimées à 161 671,37 € :

	Estim. Charges transférées
Participation BA 2012	199 184,82
- Participation BA 2009	37 513,45
= Hyp. Charges 020 assaint. transférées	161 671,37

Si les charges transférées proviennent exclusivement des communes d'Albi, Lescure et Saint-Juéry, et que celles-ci sont proportionnelles au montant des charges qu'elles estimaient dans leur propre budget, alors il faudrait considérer que la ville d'Albi aurait transféré 121 694,55 € de charges, la commune de Lescure 27 574,17 € et la commune de Saint-Juéry 12 402,65 €.

	Rembt. Charges budget annexe Ass. 2009	
ALBI	193 296,00	75,3%
LESCURE	43 798,00	17,1%
SAINT-JUERY	19 700,00	7,7%
TOTAL	256 794,00	100%

	Répartition charges transférées	
ALBI	121 694,55	75,3%
LESCURE	27 574,17	17,1%
SAINT-JUERY	12 402,65	7,7%
TOTAL	161 671,37	100%

Dans ce cas de figure, les attributions de compensation des communes doivent être calculées à partir de l'écart entre les participations des budgets annexes 2009 et l'estimation des charges transférées.

	Dépense	Recette	Solde majoration AC
ALBI	121 694,55	193 296,00	71 601,45
LESCURE	27 574,17	43 798,00	16 223,83
SAINT-JUERY	12 402,65	19 700,00	7 297,35
Ensemble	161 671,37	256 794,00	95 122,63

Néanmoins des charges ont déjà été évaluées au titre de l'administration générale de l'assainissement de la ville d'Albi.

***Charges 020 Albi déjà prises en compte dans
l'évaluation 2010***

Charges 011	16 505,00
Charges 012	51 898,00
TOTAL	68 403,00

De plus, la recette correspondant à la participation du budget annexe de la ville d'Albi ayant déjà été prise en compte dans l'évaluation de 2010, les corrections d'attribution de compensation sont les suivantes :

Proposition de correction des AC

	Dépense	Annulation charges déjà prises en compte	Recette	Correction AC
ALBI	121 694,55	-68 403	Déjà évaluée	-53 291,55
LESCURE	27 574,17		43 798,00	16 223,83
SAINT-JUERY	12 402,65		19 700,00	7 297,35
Ensemble	161 671,37	-68 403,00	63 498,00	-29 770,37

Il est proposé de minorer l'attribution de compensation de la ville d'Albi de 53 291,55 €, de majorer celle de Lescure d'Albigeois de 16 223,83 € et celle de Saint-Juéry de 7 297,35 €.

1.9 PROPOSITION DE CORRECTIONS DES EVALUATIONS : SYNTHESE

Le total des corrections représenterait alors une majoration des retenues sur attribution de compensation de 177 097,51 €.

	Correction charges électricité éclairage public	Correction Calcul retenue AC Marssac (pbm dette)	Correction recettes voirie	Correction charges personnel	Correction redevance d'occupation domaine public	Correction traitement des déchets propriété urbaine	Correction recettes DGD médiathèques	Correction charges d'adm. générale assainissement	TOTAL
ALBI			-74 052,82	-59 629,20	62 448,74	4 711,27	-35 736,85	-53 291,55	-155 550,40
ARTHES									
CAMBON									
CARLUS									
CASTELNAU-DE-LEVIS	-5 735,32								-5 735,32
CUNAC									
DENAT									
FREJAIROLLES									
LABASTIDE-DENAT									
LESCURE-D'ALBIGEOIS									
MARSSAC-SUR-TARN*	-29 892,20	492,40					-1 727,54	16 223,83	14 496,29
PUYGOUZON									-29 399,80
ROUFFIAC									
SAINT-JUERY							-3 393,28	7 297,35	3 904,07
SALIES									
SEQUESTRE									
TERSSAC	-9 165,35								-9 165,35
TOTAL	-44 792,87	492,40	-74 052,82	-59 629,20	62 448,74	4 711,27	-40 857,67	-29 770,37	-181 450,51

2. LA REVISION DE L'EVALUATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE LA COMMUNE DE MARSSAC-SUR-TARN

Le point 2.1.2 du rapport de la CLETC de 2010 précisait : « Compte-tenu de la spécificité de l'évaluation des charges nettes transférées d'investissement pour la commune de Marssac-sur-Tarn, qui correspond à la volonté du conseil municipal de maintenir un rythme élevé de réalisation de travaux de voirie jusqu'en 2014, la commission propose que cette évaluation soit retenue pour les années 2010 à 2013 et que l'évaluation des charges nettes d'investissement calculée à partir du coût moyen de son groupe soit retenue à compter de 2014, sauf décision de la commune de maintenir le niveau des dépenses réalisées sur la période d'évaluation. »

Les dépenses nettes d'investissement de la commune de Marssac-sur-Tarn avaient été évaluées à partir des dépenses réalisées par la commune, soit 255 661 € (10,7 € / mètre linéaire). Il est proposé que les dépenses nettes d'investissement évaluées soient ramenées à la moyenne de son groupe (6,5 € / mètre linéaire), soit à 155 322 €.

	euros	€/ml
Dépenses d'invest. hors op° aménagt	333 874	14,0
+ Opérations d'aménagement	0	0,0
= Dépenses d'investissement	333 874	14,0
- Recettes d'investissement	78 213	3,3
= TOTAL dépenses nettes d'inv.	255 661	10,7

Dépenses nettes EVALUEES

	euros	€/ml
Dép. nettes d'invest. EVALUEES	155 322	6,5

Cette correction aurait alors comme conséquence de recalculer le montant de la retenue sur attribution de compensation ainsi que le montant de l'annuité récupérable de la commune versée par la communauté, ce qui conduirait aux éléments suivants :

Impact de la révision de l'évaluation des dépenses d'investissement de la commune de Marssac-sur-Tarn en 2014

Attribution de compensation et annuité récupérable corrigée
(avant prise en compte de la réévaluation des dépenses d'investissement au coût moyen)

Attribution de compensation et annuité récupérable modifiée
(avec prise en compte de la réévaluation des dépenses d'investissement au coût moyen)

Ecart

en Euros	Attribution de compensation	+ Annuité de dette récupérable	= AC majorée de l'annuité récupérable	en Euros	Attribution de compensation	+ Annuité de dette récupérable	= AC majorée de l'annuité récupérable	en Euros	Attribution de compensation	+ Annuité de dette récupérable	= AC majorée de l'annuité récupérable
2010	219 196	98 771	317 967	2010	219 196	98 771	317 967	2010	0	0	0
2011	219 196	96 572	315 768	2011	219 196	96 572	315 768	2011	0	0	0
2012	143 039	74 757	217 796	2012	143 039	74 757	217 796	2012	0	0	0
2013	143 039	74 757	217 796	2013	143 039	74 757	217 796	2013	0	0	0
2014	143 039	74 757	217 796	2014	257 000	45 417	302 417	2014	113 961	-29 340	84 622
2015	143 039	74 757	217 796	2015	257 000	45 417	302 417	2015	113 961	-29 340	84 622
2016	143 039	74 757	217 796	2016	257 000	45 417	302 417	2016	113 961	-29 340	84 622
2017	143 039	74 757	217 796	2017	257 000	45 417	302 417	2017	113 961	-29 340	84 622
2018	143 039	74 757	217 796	2018	257 000	45 417	302 417	2018	113 961	-29 340	84 622
2019	143 039	60 118	203 157	2019	257 000	36 524	293 524	2019	113 961	-23 594	90 367
2020	143 039	60 118	203 157	2020	257 000	36 524	293 524	2020	113 961	-23 594	90 367
2021	143 039	60 118	203 157	2021	257 000	36 524	293 524	2021	113 961	-23 594	90 367
2022	143 039	41 759	184 797	2022	257 000	25 370	282 370	2022	113 961	-16 389	97 572
2023	143 039	35 639	178 677	2023	257 000	21 652	278 652	2023	113 961	-13 987	99 974
2024	143 039	35 639	178 677	2024	257 000	21 652	278 652	2024	113 961	-13 987	99 974
2025	143 039	35 639	178 677	2025	257 000	21 652	278 652	2025	113 961	-13 987	99 974
2026	143 039	17 319	160 357	2026	257 000	10 522	267 522	2026	113 961	-6 797	107 164
2027	143 039	17 319	160 357	2027	257 000	10 522	267 522	2027	113 961	-6 797	107 164
2028	143 039	17 319	160 357	2028	257 000	10 522	267 522	2028	113 961	-6 797	107 164
2029	143 039	0	143 039	2029	257 000	0	257 000	2029	113 961	0	113 961
2030	143 039	0	143 039	2030	257 000	0	257 000	2030	113 961	0	113 961
2031	143 039	0	143 039	2031	257 000	0	257 000	2031	113 961	0	113 961
2032	143 039	0	143 039	2032	257 000	0	257 000	2032	113 961	0	113 961
2033	143 039	0	143 039	2033	257 000	0	257 000	2033	113 961	0	113 961
2034	143 039	0	143 039	2034	257 000	0	257 000	2034	113 961	0	113 961
2035	143 039	0	143 039	2035	257 000	0	257 000	2035	113 961	0	113 961
2036	143 039	0	143 039	2036	257 000	0	257 000	2036	113 961	0	113 961
2037	143 039	0	143 039	2037	257 000	0	257 000	2037	113 961	0	113 961
2038	143 039	0	143 039	2038	257 000	0	257 000	2038	113 961	0	113 961
2039	143 039	0	143 039	2039	257 000	0	257 000	2039	113 961	0	113 961
2040	143 039	0	143 039	2040	257 000	0	257 000	2040	113 961	0	113 961

3. LES AC DEFINITIVES ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA REGULARISATION DES CORRECTIONS A OPERER AU TITRE DES EXERCICES 2010, 2011, 2012 ET 2013

Outre la correction du montant annuel d'attribution de compensation, il convient de procéder à :

1. la modification de l'évaluation des dépenses d'investissement de la commune de Marssac-sur-Tarn à compter de 2014,
2. la prise en compte de la régularisation des corrections au titre des exercices 2010, 2011, 2012, et 2013, soit $-181\,450,51 \text{ €} \times 4 - (0,5 \times 4\,353) = -723\,625,54 \text{ €}$

	AC 2013	Corrections	Réévaluation dépenses d'invest. Marssac	AC corrigées et réévaluées	Régularisations corrections 2010-2013 (4 exercices)
ALBI	5 597 306,95	-155 550,40		5 441 756,55	-620 025,10
ARTHES	120 452,54	0,00		120 452,54	0,00
CAMBON	-142 466,30	0,00		-142 466,30	0,00
CARLUS	-40 219,07	0,00		-40 219,07	0,00
CASTELNAU-DE-LEVIS	4 361,52	-5 735,32		-1 373,80	-22 941,29
CUNAC	-16 903,30	0,00		-16 903,30	0,00
DENAT	-46 751,53	0,00		-46 751,53	0,00
FREJAIROLLES	-77 648,84	0,00		-77 648,84	0,00
LABASTIDE-DENAT	-55 435,12	0,00		-55 435,12	0,00
LESCURE-D'ALBIGEOIS	64 954,65	14 496,29		79 450,94	57 985,15
MARSSAC-SUR-TARN	142 546,19	-29 399,80	113 961,49	227 107,88	-117 599,20
PUYGOUZON	138 707,87	0,00		138 707,87	0,00
ROUFFIAC	-50 120,49	0,00		-50 120,49	0,00
SAINT-JUERY	-48 490,71	3 904,07		-44 586,64	15 616,26
SALIES	-25 099,25	0,00		-25 099,25	0,00
SEQUESTRE	355 523,64	0,00		355 523,64	0,00
TERSSAC	248 253,28	-9 165,35		239 087,93	-36 661,38
Ensemble	6 168 972,03	-181 450,51	113 961,49	6 101 483,01	-723 625,54

S'agissant des charges transférées relatives au régime indemnitaire d'un agent (4 353 euros) la régularisation à opérer n'est que de 3,5 années dans la mesure où la ville d'Albi a pris en charge cette dépense pour le premier semestre 2010.

La régularisation intervient de manière lissée sur 4 ans de 2014 à 2017

	AC versées avec régularisation lissée sur 4 ans (2014-2017)					
	2013	2014	2015	2016	2017	à compter de 2018
ALBI	5 597 306,95	5 286 750,28	5 286 750,28	5 286 750,28	5 286 750,28	5 441 756,55
ARTHES	120 452,54	120 452,54	120 452,54	120 452,54	120 452,54	120 452,54
CAMBON	-142 466,30	-142 466,30	-142 466,30	-142 466,30	-142 466,30	-142 466,30
CARLUS	-40 219,07	-40 219,07	-40 219,07	-40 219,07	-40 219,07	-40 219,07
CASTELNAU-DE-LEVIS	4 361,52	-7 109,12	-7 109,12	-7 109,12	-7 109,12	-1 373,80
CUNAC	-16 903,30	-16 903,30	-16 903,30	-16 903,30	-16 903,30	-16 903,30
DENAT	-46 751,53	-46 751,53	-46 751,53	-46 751,53	-46 751,53	-46 751,53
FREJAIROLLES	-77 648,84	-77 648,84	-77 648,84	-77 648,84	-77 648,84	-77 648,84
LABASTIDE-DENAT	-55 435,12	-55 435,12	-55 435,12	-55 435,12	-55 435,12	-55 435,12
LESCURE-D'ALBIGEOIS	64 954,65	93 947,23	93 947,23	93 947,23	93 947,23	79 450,94
MARSSAC-SUR-TARN	142 546,19	197 708,08	197 708,08	197 708,08	197 708,08	227 107,88
PUYGOUZON	138 707,87	138 707,87	138 707,87	138 707,87	138 707,87	138 707,87
ROUFFIAC	-50 120,49	-50 120,49	-50 120,49	-50 120,49	-50 120,49	-50 120,49
SAINT-JUERY	-48 490,71	-40 682,58	-40 682,58	-40 682,58	-40 682,58	-44 586,64
SALIES	-25 099,25	-25 099,25	-25 099,25	-25 099,25	-25 099,25	-25 099,25
SEQUESTRE	355 523,64	355 523,64	355 523,64	355 523,64	355 523,64	355 523,64
TERSSAC	248 253,28	229 922,59	229 922,59	229 922,59	229 922,59	239 087,93
Ensemble	6 168 972,03	5 920 576,62	5 920 576,62	5 920 576,62	5 920 576,62	6 101 483,01

REÇU LE
22 JAN. 2014
PREFECTURE DU TARN